DIAL 3684

GUATEMALA - Cardinal Ramazzini : « Le futur du pays et du peuple nous préoccupe »

Bruno Desidera

vendredi 22 décembre 2023, mis en ligne par Dial

Au Guatemala, la victoire de Bernardo Arévalo au second tour des élections présidentielles, le 20 août 2023, avec 60,91% des voix, n'est pas du goût de l'oligarchie, au pouvoir depuis 25 ans et les tentatives pour empêcher sa prise de fonction le 14 janvier 2024 se multiplient. Dans ce contexte, le cardinal Álvaro Ramazzini, qui a pris position en faveur du respect de résultat des urnes, fait lui aussi l'objet de pressions et menaces. Article de Bruno Desidera publié par le site Religíon digital le 3 décembre 2023.

> « Je m'adresse au parlement et à la Cour suprême : le destin du pays et de l'ordre démocratique est entre vos mains. »
>
> « Il ne s'agit pas d'exprimer des positions politiques, mais de reconnaître ce que tout le monde a vu, le résultat d'élections propres. »

« Je m'adresse au parlement et à la Cour suprême : le destin du pays et de l'ordre démocratique est entre vos mains ». C'est l'appel du cardinal Álvaro Ramazzini Imeri, évêque de Huehuetenango (Guatemala), qui traverse un moment difficile alors que les sphères du pouvoir préparent un mandat d'arrêt à son encontre.

Ramazzini fait face à des secteurs « démocratiques formellement » des derniers 25 ans, qui n'ont pas fait grand-chose pour faire obstacle à la main mise des oligarchies, perpétuant ainsi des pratiques de corruption et de privilèges. Mais aussi aux tentatives de stopper son soutien au verdict des urnes et d'imposer le silence, y compris par la force, à la voix la plus autorisée de l'Église guatémaltèque.

Au mois d'août 2023 le candidat du parti progressiste *Semilla* [« Semence, graine »], Bernardo Arévalo, au profil modéré, s'est imposé au second tour des élections présidentielles, dans un contexte d'extrême polarisation (et après une attente de pas moins de trois semaines pour connaître les résultats officiels). La victoire dans le ballotage décisif du 20 août contre Sandra Torres a été nette (autour de 60% des votes) selon le Tribunal électoral et les observateurs internationaux.

Mais depuis, du fait de la très longue « transition » prévue dans le pays (Arévalo doit prêter serment le 14 janvier 2024), a commencé une tentative visible de « coup d'État à petits pas », avec une succession d'accusations et de délégitimations qui impliquent Arévalo, la vice-présidente élue Karin Herrera et le parti *Semilla*. Après que le tribunal électoral a décrété la victoire d'Arévalo, il y a eu des tentatives pour délégitimer cette institution et, finalement, la procureure générale Consuelo Porras a requis qu'Arévalo et Herrera soient privés de leur immunité judiciaire. Depuis des semaines, des manifestations en faveur du président élu se tiennent dans les villes.

L’appel du cardinal

Arévalo arrivera-t-il à prendre ses fonctions à la présidence, sachant que l’attend un chemin très difficile, puisque, dans tous les cas, il ne dispose pas de majorité au parlement ? C’est l’espoir du cardinal Ramazzini, interwievé par l’agence d’information de la Conférence épiscopale italienne (SIR), il a lancé un appel à toutes les institutions : « Les démocraties vivent dans l’équilibre des pouvoirs ».

« La victoire d’Arévalo a été considérée régulière de façon unanime, la claire volonté des électeurs s’est exprimée. Maintenant, de mon point de vue, tout est entre les mains du parlement qui devra ratifier l’investiture du nouveau président en janvier, et de la Cour suprême. J’ai confiance qu’ils agiront dans le sens du bien, j’attends de cette dernière institution un signal clair », a-t-il déclaré.

Le cardinal veut souligner qu’« il ne s’agit pas d’exprimer des positions politiques, mais de reconnaître ce que tout le monde a pu voir, le résultat d’élections propres. Immédiatement les spectres se sont agités, nous avons un proverbe pour ça : on cherche la cinquième patte du chat, alors que tout le monde sait qu’il n’en a que quatre ! Personne ne remet en question les résultats des élections municipales, par exemple. Pourquoi est-ce ainsi ? On attend que le nouveau président applique une politique de rupture avec le passé. Le niveau de corruption dans le pays est éhonté, cela fait des décades que ne sont pas mises en place des politiques pour prendre en charge le problème de la pauvreté, qui touche l’immense majorité de la population. Ceux qui étaient au pouvoir jusqu’à maintenant craignent que l’on aille fouiller dans les armoires. Par exemple, le président sortant, Alejandro Giammatei, avait parlé de l’arrivée au pays de 1,2 million de dollars comme partie de l’aide pour lutter contre le Covid-19. Mais on n’a jamais su où cet argent était allé finir. Qu’il soit bien clair que c’est une question, non une accusation. »

L’évêque est impressionné par la « fureur judiciaire » qui s’est abattue sur les vainqueurs, dans un pays connu pour concéder « l’impunité » aux puissants. « La procureur générale Porras est une catholique pratiquante, je suis étonné qu’elle se comporte d’une façon contraire à ses principes, on court le risque d’aller vers un discrédit du système judiciaire et les réactions de l’opinion publique me préoccupent, la majorité des gens a perçu les contours de cette situation, sans disposer des outils pour une analyse critique »

Les positions de l’Église et des organisations internationales

L’Église guatémaltèque, Conférence épiscopale en tête, s’est prononcée de façon reïtérée en faveur du respect de la volonté populaire. « Le futur du pays et du peuple nous préoccupe – déclarait le cardinal Ramazzini – les thèmes de la lutte contre la pauvreté, la corruption, le narcotrafic qui, comme j’en suis témoin personnellement, est débridé à la frontière avec le Mexique et organise le trafic de migrants. Les gens fuient le pays, mais ce phénomène diminuerait si la situation s’améliorait. Actuellement ce qui nous permet de tenir debout ce sont les envois d’argent de l’étranger par les émigrants aux États-Unis. Le nouveau président ne pourra pas faire des miracles, nous ne pourrons progresser que par de petites avancées, Arévalo, me semble-t-il, en est conscient ».

Il est clair que ce ne sont pas là des postures « partisanes ». En outre, tous les organismes internationaux se sont prononcés pour la défense de l’option des électeurs guatémaltèques : l’ONU et l’Organisation des États américains, l’Union européenne, le département d’État des États-Unis et la Cour interaméricaine des droits humains qui a dénoncé un « exercice abusif de pouvoir de la part du système judiciaire ».

28 anciens présidents d’Espagne et de pays latino-américains d’idéologie conservatrice se sont même prononcés en faveur du respect de la victoire d’Arévalo. Le cardinal a déclaré : « J’ai rencontré aussi la délégation de l’UE et aux États-Unis, j’ai eu des entretiens avec des cercles du département d’État. Ce sont des prises de positions d’acteurs importants, mais maintenant j’attends une pression plus importante, surtout d’un point de vue économique et commercial. Je crois que c’est le chemin à suivre au niveau international ».

– Dial – Diffusion de l’information sur l’Amérique latine – D 3684.
– Traduction d’Annie Damidot pour Dial.
– Source (espagnol) : Religión digital, 3 décembre 2023.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.